

l'inspiration du moment. Je suis peut-être injuste, mais je constate qu'elle a coïncidé avec le retour au pays du premier ministre (M. Trudeau). Le ministre a dit mercredi dernier, quelques jours à peine avant qu'on l'annonce dimanche, que le gouvernement n'était pas en train d'étudier la chose, puis, soudainement, on nous apprend la décision dès le retour du premier ministre.

Monsieur l'Orateur, cette mesure a eu pour effet de rehausser la valeur du dollar canadien sur les marchés des changes à travers le monde et il en résultera certainement des difficultés accrues pour les exportateurs, les industries de base, les cultivateurs, les pêcheurs, le commerce du bois, l'industrie pétrolière et les mines ainsi que pour les producteurs de potasse. Certains de ces secteurs de l'économie figurent parmi ceux dont la situation est la plus difficile. Ce que le ministre a annoncé allégrement et ce qu'il a écarté avec désinvolture en notant combien forte est notre position sur les marchés d'exportation représente en fait un désastre pour beaucoup de gens qui se débattent désespérément pour ne pas sombrer.

Voyez donc le résultat de toute cette politique dans l'Ouest, chez les exportateurs de la Colombie-Britannique et des Prairies. Voyez les résultats dans les provinces Maritimes.

● (8.10 p.m.)

La politique annoncée par le ministre courra davantage à accroître le marasme dans les régions à expansion lente du Canada que toutes les initiatives que son collègue le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) a prises ou prendra dans l'avenir prochain.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Voici un autre pas vers ce qui semble une politique délibérée du gouvernement pour uniformiser la pauvreté au Canada, surtout dans les régions à expansion lente. Aucun ministre responsable n'a proféré une parole sur les projets du gouvernement pour contrebalancer les effets néfastes du programme du ministre.

Dimanche, le ministre a laissé l'impression qu'il ferait à la Chambre une déclaration sur sa politique. Il a dû espérer une inspiration quelconque en soirée, mais il ne l'a sûrement pas eue. S'il l'a eue, il la garde pour lui. Qu'en pense le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin)? Est-il conscient des effets de cette politique sur le commerce extérieur du Canada? Son ministère a-t-il étudié les conséquences possibles sur nos exporta-

tions d'une fluctuation du taux de change du dollar canadien ou bien l'attitude du ministre de l'Industrie et du Commerce est-elle la même que celle du ministre des Finances (M. Benson)?

Quand on lui a demandé si cette décision rendrait les choses difficiles à l'industrie du bois de construction qui traverse déjà une période pénible, le ministre des Finances a répondu que notre industrie d'exportation était en excellente position. Qu'il aille le répéter à l'industrie du bois de construction! Quelle mauvaise compréhension des difficultés où se débattent les industries canadiennes d'exportation!

L'industrie du tourisme et d'autres industries en souffriront aussi. Selon le ministre, il pourrait y avoir des répercussions sur le chômage, mais c'est une possibilité lointaine. L'éventualité est susceptible, je pense, de se rapprocher. La décision influera sur les perspectives commerciales et les possibilités de planification. Il est probable qu'elle entraînera aussi une aggravation du chômage au pays.

Je ne veux pas me montrer injuste, mais il me semble que le gouvernement a agi sans savoir quelles conséquences suivraient. Le gouvernement a sacrifié un taux de change relativement favorable pour le Canada, tout en ignorant quelles seraient les conséquences de la mesure. Il a abandonné l'avantage sans connaître d'alternative et sans pouvoir dire quels seraient ses projets. Et nous faisons face non seulement à cette décision, mais encore au Livre blanc. C'est clair, le gouvernement n'a aucune idée précise des politiques qu'il se propose d'adopter pour contrebalancer les effets préjudiciables, sinon désastreux, de la mesure annoncée dimanche soir par le ministre. Le gouvernement n'aurait pas dû adopter cette politique.

Il y a aussi la question du crédit à la consommation. On a discuté du projet, mais sans l'adopter. On a annoncé la réduction de 7½ à 7 p. 100 du taux d'escompte de la Banque du Canada, sans même donner la moindre indication de la politique future. On ne nous a pas dit si cette réduction s'accompagnerait d'un assouplissement de la politique monétaire. Exception faite de la baisse du taux d'escompte, tout est entièrement obscur. Quelqu'un dans les recoins les plus secrets du ministère des Finances, du ministère de l'Industrie et du Commerce ou de la Banque du Canada sait peut-être quelle sera la politique, mais on se garde bien de la divulguer au grand public.

Des voix: Bravo!